

**Nations unies - Syrie - Réunion**  
**Arria "Syrian Voices on Preventing**  
**a Deathtrap in Idlib" - Intervention**  
**du représentant permanent de la**  
**France auprès des Nations unies -**  
**Conseil de sécurité**  
(New York, 07 septembre 2018)

Je voudrais commencer par remercier chaleureusement chacun des intervenants, ainsi que chacune et chacun des collègues et participants à cette réunion en format Arria, une réunion organisée avec le soutien et la pleine implication de la délégation de l'Union européenne, et co-présidée avec mes collègues néerlandais, polonais, britannique et suédois. Un grand merci à tous.

Je serai bref car le temps nous est compté. Dans le prolongement de la réunion du Conseil de sécurité de ce matin, lors de laquelle une large majorité des membres du Conseil a appelé à tout faire pour éviter un bain de sang à Idlib, cette réunion vise à donner la parole aux Syriens eux-mêmes et à l'opposition. Il s'agit en un mot d'écouter votre récit, de lui donner une véritable visibilité et de nous mobiliser avant qu'il ne soit trop tard.

Nous n'avons de cesse de le répéter, une offensive à Idlib aurait des conséquences humanitaires dévastatrices. Elle occasionnerait des assauts meurtriers contre les civils, des raids aériens indiscriminés et potentiellement le recours à des armes interdites. Elle chasserait des centaines de milliers de personnes n'ayant nulle part où aller, créerait une crise migratoire majeure et poserait des défis sécuritaires sans précédent.

Une telle attaque fait bien sûr partie d'une stratégie militaire mise en oeuvre de manière implacable depuis des années par le régime visant à reconquérir par la force un territoire, sans égard pour les victimes occasionnées ni pour la stabilité durable du pays. Pour ce régime, la fin justifie les moyens, quels qu'ils soient. Seule compte la captation et la conservation du pouvoir, quel qu'en soit le prix. Cette offensive imminente s'inscrit bien dans ce cadre. De même, à l'heure où l'on nous parle de retour des réfugiés, le régime travaille à déposséder de leurs biens immobiliers les Syriens qui ont fui, pour mieux reprendre le contrôle du pays et façonner à sa main sa démographie.

Il existe pourtant, nous en sommes convaincus, des voies de sortie permettant d'éviter ce chaos annoncé, permettant d'éviter la répétition des tragédies d'Alep et de la Ghouta orientale. La protection des civils, y compris du personnel humanitaire, est une nécessité absolue : la lutte contre le terrorisme ne saurait justifier les violations du droit international humanitaire et ne saurait servir de prétexte à une attaque massive dont les civils seraient - et sont toujours - les premières victimes. Nous avons donc l'espoir, au moment où nous parlons, que les efforts engagés par l'ONU parviennent si j'ose dire à retenir la main du régime.

Dans ce contexte, la Turquie, qui participe aujourd'hui à la réunion des garants d'Astana, joue également un rôle indispensable. La Russie et l'Iran, nous le croyons, ont les moyens de faire entendre raison à leurs protégés, en plaidant pour ouvrir, ensemble, un chapitre nouveau, celui du dialogue politique, celui de la relance d'une dynamique politique crédible. Et nous partageons tous la volonté que les Syriens puissent décider librement de leur avenir : il faut pour cela que la possibilité leur soit donnée de voter, et que soit mis en place au préalable un environnement qui ne transforme pas ce vote en mascarade.

Nous sommes donc, Chers Collègues et Chers Amis, à la croisée des chemins : intensifier et perpétuer le conflit, ou saisir l'occasion des rendez-vous diplomatiques qui viennent, à Genève, puis à New York lors de l'Assemblée générale des Nations unies, pour créer une dynamique politique crédible au service d'une solution politique elle-même réellement inclusive. Voilà où nous en sommes, sachant que la séquence diplomatique qui vient nous offre l'opportunité d'avancer de manière décisive vers une solution politique conforme à la résolution 2254. L'Union européenne et de nombreux autres partenaires ont réaffirmé clairement et récemment qu'ils ne pourront contribuer à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une véritable transition politique inclusive sera engagée. Il n'y aura pas de chèque en blanc au régime, pas de retour des réfugiés possible sans mesures de confiance garantissant leur protection. Il est donc urgent de se mobiliser et c'est dans ce contexte - pardonnez-moi d'avoir été un peu rapide pour les besoins de la réunion - que se situent nos travaux lors de cette réunion en format Arria.

Je suis très heureux d'accueillir - ils me pardonneront pour ma prononciation : Hadi Al-Bahra, négociateur en chef de la délégation de la Coalition nationale syrienne à Genève, Bassma Kodmani et Fadwa Ojyli, membres de la Commission syrienne de négociation, et Hind Kabawat, chef adjoint de la Commission syrienne de négociation à Genève. Je vais donc leur laisser la parole sans attendre en commençant par Fadwa Ojyli, membre de la Commission syrienne de négociation (...).

Je vous remercie./.